

Questions orales

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je trouve cette proposition très juste et elle est perçue comme telle en général. Je voudrais, pour ma part, que la député prenne un peu de temps cet été pour réfléchir à la position financière du gouvernement. Ces changements étaient nécessaires à cause du chaos dans lequel le parti libéral a laissé le gouvernement du Canada. Le gouvernement précédent a passé 15 ans à dépenser sans compter. Cette vague de prodigalité a débuté lorsque le chef de l'opposition actuel a été nommé au portefeuille des Finances en 1974-1975. Cette année-là, les dépenses publiques ont augmenté de 30 p. 100. Voilà l'origine de nos problèmes qui nous obligent à prendre de telles mesures.

Des voix: Bravo!

* * *

[Français]

L'INDUSTRIE DU VÊTEMENT

ON DEMANDE SI LE GOUVERNEMENT SERAIT PRÊT À ENTREPRENDRE UN PROGRAMME D'ACTION URGENT

M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion industrielle régionale. Mes consultations cette semaine avec les syndicats et employeurs dans l'industrie du vêtement à Montréal indiquent que le gouvernement n'a rien fait pour appuyer cette industrie malgré les 100,000 emplois menacés par la création de ghettos tiers-mondiaux sous forme de travail à la maison.

Est-ce que le ministre est prêt à entreprendre un programme d'action urgente, pour appuyer cette industrie, fondé sur des engagements de la part des grands détaillants pour assurer au moins 60 p. 100 de contenu canadien dans leurs ventes de vêtements?

[Traduction]

L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, je remercie le député de sa question. Je tiens à lui donner l'assurance que le gouvernement du Canada se préoccupe vivement du sort de l'industrie du textile et de la confection au Canada à l'heure actuelle. La situation est à l'étude et je crois que nous serons en mesure d'arrêter notre position très bientôt. J'ai eu des entretiens avec des représentants des secteurs du textile et de la confection. Si le député pouvait être un peu plus précis quant aux moyens à prendre pour garantir cette proportion de 60 p. 100 à laquelle il a fait allusion, nous écouterons naturellement avec beaucoup d'intérêt toute suggestion qu'il voudrait formuler à cet égard.

LE PROGRAMME D'AIDE À L'ADAPTATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE

M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor): Monsieur le Président, les gens de Montréal à qui j'ai parlé—des employeurs et des syndiqués—ont l'impression qu'ils sont tenus complètement à l'écart des négociations.

Ma question supplémentaire s'adresse au ministre du Travail. Compte tenu des problèmes dans l'industrie du textile, le ministre et le ministère s'engageront-ils à reconduire le programme d'aide à l'adaptation de la main-d'œuvre pour tous les travailleurs des secteurs du textile, de la confection et de la chaussure? Ce programme doit arriver à échéance en août et,

là encore, les travailleurs intéressés ont dit qu'il n'y avait eu aucune consultation...

M. le Président: A l'ordre. La question est très longue.

L'hon. Bill McKnight (ministre du Travail): Monsieur le Président, je voudrais dire au député que j'ai rencontré les représentants du patronat et des syndicats dans les deux secteurs du textile et de la confection. Le député n'ignore pas que le programme d'aide à l'adaptation des travailleurs doit faire l'objet d'un examen. La date d'expiration de ce programme est le 18 août et le cabinet a entrepris l'étude de la question. Une annonce sera faite en temps et lieu.

* * *

● (1150)

LES TRAVAUX PUBLICS

LE PROJET PLACE DU CANADA À EDMONTON

M. William G. Lesick (Edmonton-Est): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au ministre des Travaux publics. Il y a six mois, les députés d'Edmonton ont recommandé la réalisation du projet Place du Canada. Les services du ministre ont donné un avis favorable. Mais rien ne s'est encore produit. Des centaines de travailleurs attendent de se mettre au travail. Est-ce que le ministre voudrait nous dire pour quelle raison la construction n'a pas démarré, et qui retarde l'exécution du projet.

[Français]

L'hon. Roch La Salle (ministre des Travaux publics): Monsieur le Président, je pense qu'on a fait beaucoup quand même depuis six mois, compte tenu de l'importance de ce projet et de l'intérêt que manifestaient les députés, bien sûr, de la région d'Edmonton à ce projet. Je tiens à rassurer le député en lui disant que nous avons prévu débiter les travaux au cours de l'été, et à ma connaissance ce matin, j'ai tout lieu de croire que les travaux pourront débiter cet été. Il n'en demeure pas moins que, compte tenu de l'importance du projet et de l'intérêt que cela représente pour les ouvriers de la construction, il y a quelques détails à régler entre le «développeur» et le Bureau régional des Travaux publics à Edmonton. Ça va très bien! Ça va commencer et ça va se faire, monsieur le Président.

* * *

[Traduction]

LES PÊCHES

LE RENDEZ-VOUS AVEC LE MINISTRE

L'hon. Bob Kaplan (York-Centre): Monsieur le Président, je voudrais m'adresser à nouveau au premier ministre et l'interroger au sujet de l'affaire Moores-Doucet. Le député de Comox-Powell River a posé une question qui a donné au premier ministre l'occasion de définir le rôle légitime du démarcheur. Je voudrais lui rappeler que ce n'est pas ce qui s'est passé dans le cas présent. Le ministre des Pêches et des Océans lui-même a déclaré que la maison Moores-Doucet ne l'avait absolument pas approché. Tout ce qui s'est fait, c'est qu'une rencontre a été organisée, accès aux ministres, au nom des amis du premier ministre, contre espèces.